



Centre de Recherche et d'Action sur les Droits
Économiques Sociaux et Culturels

Newsletter
Janvier – Mars 2026



Assemblée nationale du Sénégal

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE - renforcer les acteurs, influencer les politiques

JETP au Sénégal : Le CRADESC mobilise le cœur du pouvoir

Le 5 mars, à l'hôtel des députés à Dakar, le CRADESC, à travers son projet RECANE (Renforcement de Capacités des Acteurs Non Etatiques pour la mise en œuvre du JETP), a franchi une étape stratégique en réunissant les parlementaires pour un atelier de renforcement de capacités sur les enjeux de la transition énergétique. Il ne s'agit plus seulement de politique, mais d'une véritable appropriation citoyenne et législative. (Lire l'article complet sur notre site web)



Cérémonie d'ouverture de l'atelier des parlementaires

Les élus sont désormais

- Mieux outillés pour décrypter les complexités du secteur énergétique.
- Capables d'orienter les politiques nationales vers des solutions plus durables.
- Prêts à défendre les intérêts des populations les plus vulnérables face aux transformations énergétiques.



Engagement collectif des élus pour le succès du projet
RECANE



Professeur Meïssa DIAKHATE

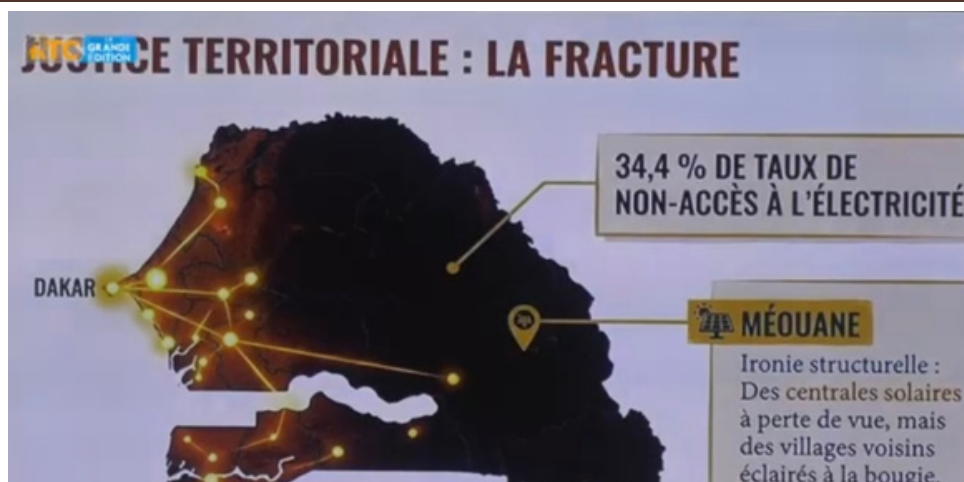
La session animée par le spécialiste du droit public, le Professeur Meïssa DIAKHATE, a porté sur le cadre juridique et institutionnel du secteur énergétique au Sénégal.

Il a mis l'accent sur la Constitution de 2001 et les principaux codes régissant l'électricité, le pétrole et le gaz.

Le Pr DIAKHATE a souligné le rôle des institutions publiques dans la régulation et la nécessité de moderniser la législation pour accompagner la transition énergétique et les investissements dans les énergies renouvelables.

Enfin, cette activité de renforcement de capacités positionne les élus comme des acteurs influents du plaidoyer pour une transition énergétique inclusive, contribuant à accélérer la mise en œuvre de réformes durables au Sénégal. Elle contribue à améliorer la qualité des lois et du contrôle parlementaire, favorisant une plus grande transparence et redevabilité dans la mise en œuvre des engagements du pays en matière d'énergie.

Une recherche
qui éclaire les
décisions et
renforce le
dialogue sur la
transition
énergétique
juste



Séance de restitution de l'étude sur la définition, les enjeux et les critères de la "justice" et de l'équité" dans la transition énergétique

Le CRADESC a organisé, le 6 mars 2026 à Dakar, un atelier de restitution de sa recherche sur la définition, les enjeux et les critères de la "justice" et de "l'équité" dans la transition énergétique. Cette rencontre a réuni des acteurs de la société civile, experts, chercheurs et décideurs et a permis de consolider une compréhension partagée des enjeux de la transition énergétique au Sénégal, en intégrant les réalités sociales, économiques et environnementales.

Les échanges ont mis en exergue les défis majeurs, notamment les impacts de l'exploitation pétrolière et gazière sur des secteurs vitaux comme la pêche, ainsi que la nécessité de mécanismes d'indemnisation pour les communautés affectées. Ils ont également renforcé le plaidoyer pour une meilleure implication des institutions publiques, en particulier dans les secteurs agricoles.

La question du financement a, par ailleurs, émergé comme un levier déterminant. Les participants ont souligné l'importance d'une mobilisation coordonnée de l'État et du secteur privé.

En somme, cette recherche positionne le CRADESC comme un acteur clé de production de connaissances et de dialogue stratégique, contribuant à orienter des politiques énergétiques plus justes, inclusives et ancrées dans les réalités locales, dans le cadre du projet RECANE, soutenu par African Climate Foundation, et du JETP au Sénégal.





Transition énergétique juste : La société civile affine sa stratégie pour peser davantage

La Plateforme des Acteurs de la société civile pour la Transition Énergétique Juste (PACTEJ) a franchi une étape décisive en définissant ses orientations stratégiques pour renforcer son action au Sénégal lors d'un atelier organisé les 17 et 18 février à Dakar.



Cette dynamique collective permet d'harmoniser les interventions, de clarifier les priorités d'action et de consolider un plaidoyer commun en faveur d'une transition énergétique plus inclusive et équitable. A la fin des travaux, forte d'une vision stratégique partagée, la PACTEJ, sous la coordination de la Directrice exécutive du CRADESC, a posé les bases de la consolidation du dialogue avec les pouvoirs publics et les partenaires techniques et financiers. L'initiative contribue également à mieux porter les préoccupations des communautés, en intégrant les enjeux sociaux, économiques et environnementaux dans les processus décisionnels. Intervenant lors de l'atelier, M. Fabian Heppe, Directeur de la Fondation Heinrich Böll Sénégal (HBS), partenaire clé de la PACTEJ, a exprimé sa préoccupation face à la difficulté persistante à faire évoluer le discours public sur les énergies renouvelables.

Retombée stratégique : une structuration renforcée des acteurs de la société civile, désormais mieux coordonnés et outillés pour influencer les politiques publiques liées à la transition énergétique. La PACTEJ s'affirme ainsi comme un levier stratégique pour amplifier la voix de la société civile et garantir que la transition énergétique au Sénégal se fasse dans le respect des principes de justice, d'équité et de durabilité.

APRÈS LA CRÉATION, PLACE AU RENFORCEMENT DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES (SCOOP)



Delta du Saloum : Un nouveau souffle pour l'entrepreneuriat communautaire

Le CRADESC a organisé deux ateliers intenses de renforcement des capacités pour les sociétés coopératives de Palmarin et Toubacouta, dans le Delta du Saloum, du 5 au 8 février. Axé sur la gouvernance, la transparence et la solidarité, ils ont permis aux participants et participantes de mieux comprendre le rôle de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance pour assurer un fonctionnement coopératif efficace. L'atelier a renforcé l'engagement des membres et préparé ces coopératives, soutenues par le CRADESC, à développer des pratiques de gestion saines et responsables.



À Palmarin (5-6 février) : La coopérative des ostréiculteurs Niominka de Palmarin (Palmarin, Fimela et Joal), composée majoritairement de femmes, a consolidé ses capacités en gouvernance démocratique après une séance ayant porté sur la transparence, l'intégrité et la reddition des comptes pour une gestion exemplaire.

À Toubacouta (7-8 février) : La coopérative des apiculteurs du Delta du Saloum a planché sur les aspects juridiques et le rôle crucial du Conseil de Surveillance. Son ambition : une rigueur totale et une ouverture vers l'ensemble du Delta du Saloum pour maximiser son impact économique.

TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES : le CRADESC appelle à une action urgente en Afrique de l'Ouest

À travers un communiqué de presse, publié le 08 mars à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le CRADESC a lancé un appel fort en faveur du respect et de la protection des droits des travailleuses domestiques en Afrique de l'Ouest.

Le CRADESC alerte, une fois de plus, sur les violations persistantes auxquelles ces travailleuses sont confrontées, notamment l'absence de protection sociale, les abus et le manque de reconnaissance juridique. Il appelle les États à renforcer les cadres législatifs et à garantir l'application effective des normes existantes.

Ce plaidoyer vise également à encourager une prise de conscience collective et à promouvoir des politiques publiques plus inclusives, respectueuses des droits humains et du travail décent. Il s'agit d'une interpellation forte pour transformer les engagements en actions concrètes et améliorer durablement les conditions de vie et de travail des travailleuses domestiques dans la région.

**L'ÉGALITÉ N'EST
PAS UN IDEAL,
C'EST UN DROIT !**

Le rapport *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* de la Banque mondiale (février 2026) révèle que les lois censées garantir l'égalité des chances économiques ne sont appliquées qu'à moitié dans le monde. Seules 4 % des femmes vivent dans des pays où leurs droits économiques sont presque égaux à ceux des hommes.

PLACER LA JUSTICE DE GENRE AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR EXTRACTIF EN AFRIQUE DE L'OUEST



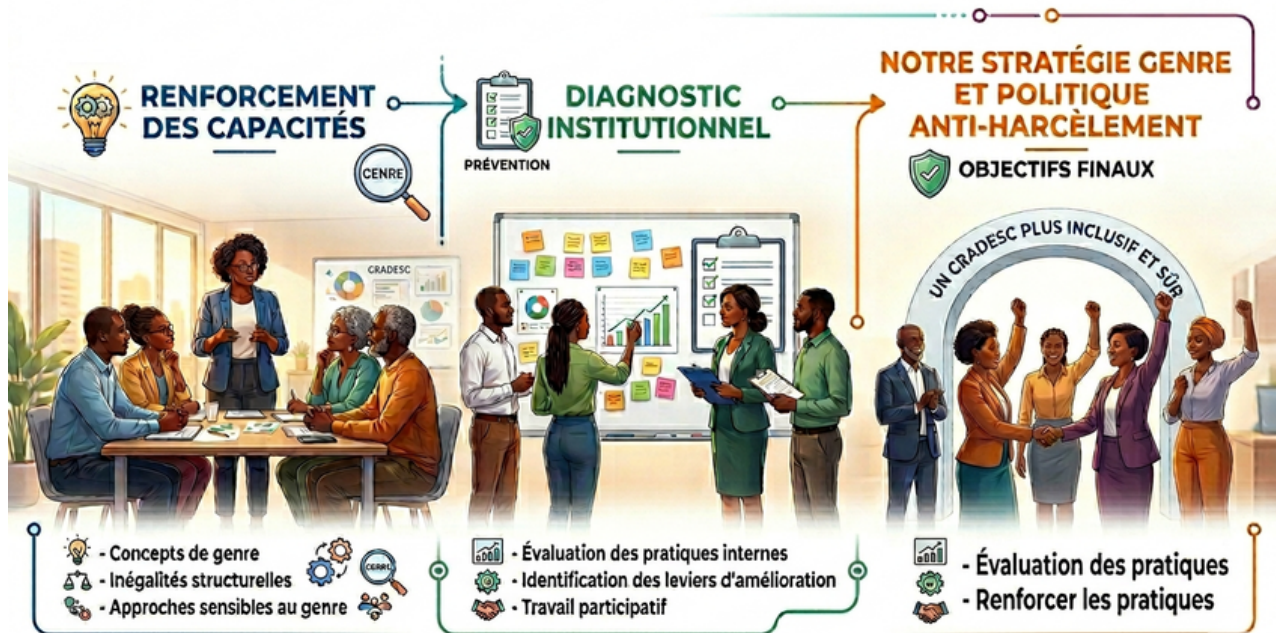
Le CRADESC, représentant francophone du projet CGE

Le CRADESC est la seule organisation francophone à bénéficier des fonds du projet Centering Gender Justice in Extractive Sector Governance in West Africa (CGE) – Placer la justice de genre au cœur de la gouvernance du secteur extractif en Afrique de l'Ouest – soutenu par la Fondation Ford.

Aux côtés de cinq autres organisations partenaires, Africa Center for Energy Policy (ACEP), Spaces for Change (S4C), Kebetkache Women Development & Resource Center, Stakeholder Democracy Network (SDN) et Socio-Economic Rights and Accountability Project (SERAP), le CRADESC porte la voix du Sénégal dans un consortium qui réunit également le Ghana et le Nigéria.

Cette position confère au CRADESC une responsabilité stratégique pour incarner et défendre l'intégration systématique du genre dans le secteur extractif en Afrique de l'Ouest, en veillant à ce que les politiques et pratiques sociales prennent en compte les inégalités entre les femmes et les hommes.

INSTITUTIONNALISATION DU GENRE ET ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL : Le CRADESC renforce ses capacités et engage des réformes internes structurantes



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet CGE, le CRADESC a organisé, du 16 au 18 mars 2026, une série d'ateliers stratégiques dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie de genre et de développement d'une politique interne de prévention et de lutte contre le harcèlement en milieu de travail. Ces sessions, tenues dans les locaux de l'organisation, ont mobilisé l'ensemble du personnel autour d'un objectif commun : **renforcer les pratiques institutionnelles en matière d'égalité et de protection des droits au travail.**

Les 16 et 17 mars, l'atelier de renforcement des capacités a permis aux participants d'approfondir leur compréhension des concepts liés au genre, des inégalités structurelles et des approches sensibles au genre dans les interventions du CRADESC. Ces échanges ont contribué à doter le personnel d'outils analytiques et opérationnels essentiels pour intégrer efficacement la dimension genre dans les programmes et les actions de plaidoyer.

Le 18 mars, l'atelier de diagnostic institutionnel a constitué une étape clé pour évaluer les pratiques internes et identifier les leviers d'amélioration. Ce travail participatif permet d'orienter des réformes concrètes, en vue de bâtir un environnement de travail plus inclusif, sûr et aligné sur les standards en matière d'égalité et de prévention du harcèlement.

Le CRADESC co-organise la 2^e session d'apprentissage du projet CGE



Le CRADESC a co-organisé avec succès la deuxième session d'apprentissage du projet CGE, «Placer la justice de genre au cœur de la gouvernance du secteur extractif en Afrique de l'Ouest », à Dakar, les 30 et 31 mars, réunissant six organisations venues du Sénégal, du Ghana et du Nigeria.

L'atelier a constitué un espace d'échanges sur les réalisations et défis depuis la session de 2025 à Accra et de renforcement des capacités, permettant aux participants de mieux évaluer leurs actions et les enjeux liés à l'inclusion et de partager des pratiques et outils pour une institutionnalisation du genre.

En clôturant la session sur une note positive, le CRADESC, l'une des six organisations bénéficiaires de ce projet financé par la Fondation FORD, renforce son rôle de catalyseur de changements institutionnels et sociaux, contribuant à une gouvernance plus inclusive, responsable et sensible au genre dans le secteur extractif en Afrique de l'Ouest.



Suivez nous sur
Facebook X LinkedIn Youtube Instagram

www.cradesc.org